

**ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 38**  
**du 17 MARS 2026**

**abrogeant l'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-376 du 16 octobre 2025, mettant en demeure la société Air Liquide France Industrie de respecter, pour son installation sise sur le territoire de la commune de Richemont, certaines dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (prévention des accidents majeurs)**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article L.171-8-I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle, sous-préfet de Metz ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-DLP/BUPE-2 du 8 janvier 2014 modifié autorisant la société Air Liquide France Industrie à exploiter une nouvelle unité de séparation des gazs de l'air pour le site de la Centrale de l'Est, route nationale à Richemont ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-376 du 16 octobre 2025, mettant en demeure la société Air Liquide France Industrie de respecter, pour son installation sise sur le territoire de la commune de Richemont, certaines dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (prévention des accidents majeurs) ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 19 février 2026, faisant suite à la visite du 3 février 2026 ;

**Considérant** que les actions correctives mises en place par l'exploitant permettent le retour à la conformité par rapport aux prescriptions contrôlées ;

**Considérant** ainsi que la mise en demeure susvisée peut être abrogée ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

L'arrêté n°2025-DCAT-BEPE-376 du 16 octobre 2025, mettant en demeure la société Air Liquide France Industrie de respecter, pour son installation sise sur le territoire de la commune de Richemont, certaines dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (prévention des accidents majeurs), est abrogé.

### **Article 2 :**

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Thionville) pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

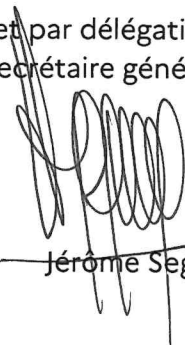
Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télé recours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Air Liquide France Industrie et dont une copie est notifiée pour information au sous-préfet de Thionville et au maire de Richemont.

À Metz, le 17 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Jérôme Seguy